

Hongrie: Le Groupe PPE rejette toutes les accusations politiques sur la Loi sur les médias. Joseph Daul MdPE, Président du Groupe PPE

Publié le: 13-01-2011



"Le Groupe PPE au Parlement européen réaffirme son engagement ferme en faveur de la protection des libertés et des droits, y compris la liberté de la presse. Parallèlement, il rejette toutes les accusations à visée politique à l'encontre du gouvernement hongrois. La Commission européenne analyse légitimement, en ce moment, la conformité de cette loi avec la législation européenne. Dans le cas où des éléments de la loi sur les médias devraient être modifiés, le Groupe PPE fait confiance à la Hongrie pour le faire, comme le Premier Ministre Viktor Orbán l'a déjà déclaré", a déclaré Joseph Daul, le Président du Groupe PPE au Parlement européen.

Lors de la réunion du Groupe qui s'est tenue aujourd'hui, le Groupe PPE a exprimé sa solidarité et son soutien au gouvernement hongrois au sujet de la loi sur les médias.

"Le Groupe PPE appelle à cesser les commentaires à visée manipulatrice au sujet de la loi sur les médias et du gouvernement hongrois, et considère que c'est à l'Union européenne, qui fait face en ce moment aux défis les plus importants qu'elle ait connus depuis sa création, que ces critiques causent le plus de dégâts", a précisé Joseph Daul.

"Nous tenons à rappeler que le gouvernement hongrois de centre-droit et le Fidesz - Union civique hongroise-, sa principale composante, ont prouvé, au cours des deux dernières décennies, leur engagement envers les valeurs européennes et démocratiques. Le Fidesz est d'ailleurs né lors d'un procès pour la protection de la liberté de la presse, pendant les dernières années de l'ère communiste, à la fin des années 80", a souligné le Président du Groupe PPE.

"Nous voudrions aussi attirer l'attention sur le fait que, la semaine dernière, le Premier Ministre hongrois Viktor Orbán a assuré que la loi sur les médias serait modifiée si la Commission européenne, après analyse, l'estimait nécessaire. Cette ouverture est une nouvelle preuve de l'engagement de M. Viktor Orbán en faveur des valeurs démocratiques européennes", a ajouté Joseph Daul.

"Le Groupe PPE fondera son jugement sur l'analyse juridique de la Commission européenne. Il est convaincu que, si un élément de la loi n'est pas compatible avec les standards de l'UE, le gouvernement hongrois et le Parlement y remédieront rapidement. À l'heure des grands défis pour l'Europe, le Groupe PPE fera tout pour aider le gouvernement hongrois à réussir sa Présidence du Conseil de l'UE", a conclu Joseph Daul, Président du Groupe PPE au Parlement européen.